

ÉDUCATION^{CH}

CONFÉRENCE SUISSE DES DIRECTEURS CANTONAUX DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

EDK | CDIP | CDPE | CDEP

DIE INTERKANTONALE BILDUNGSZUSAMMENARBEIT IST VIELFÄLTIG: EIN EINBLICK

Die vorliegende Ausgabe von **ÉDUCATION^{CH}** fasst die wichtigsten Beschlüsse der Plenarversammlung vom 13. März 2008 zusammen (S. 2), ausführlicher dargestellt wird die gemeinsame Erklärung von EDK und SODK (Sozialdirektorenkonferenz) zu familienergänzenden Tagesstrukturen (S. 3). Weitere Themen: Finanzierung der höheren Berufsbildung (S. 4) und ein Rückblick auf die Bilanztagung zur Tertiärisierung der Lehrerinnen- und Lehrerbildung in der Schweiz (S. 5).

THÈMES: DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LA CDIP DU 13 MARS 2008 (P. 2) | DÉCLARATION CDIP-CDAS CONCERNANT LES STRUCTURES DE JOUR EXTRAFAMILIALES (P. 3) | FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUPÉRIEURE (P. 4) | CONFÉRENCE BILAN SUR LA FORMATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS (P. 5) |

| Editorial |

TERTIARISATION DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS

Zwölf Jahre nach Erlass der EDK-Empfehlungen zur Lehrerbildung und zu den Pädagogischen Hochschulen lässt sich feststellen: die Lehrerinnen- und Lehrerbildung ist auf Hochschulstufe angekommen. Seit 2007 verfügen die Abschlüsse aller Studiengänge für die Vorschule und die Primarschule über eine gesamtschweizerische EDK-Anerkennung als Hochschuldiplome. Die nationale und internationale Anerkennung ist gewährleistet. Die Berufs- und Praxisausbildung steht im Zentrum der tertiären Ausbildung. Berufsfeldbezogene Forschung und Entwicklung sind weitgehend etabliert. Das sind eindruckliche Veränderungen. Im Detail wurden diese Entwicklungen an einer Fachtagung am 10. und 11. Januar 2008 bilanziert (vgl. Artikel Seite 5).

Nous nous trouvons actuellement face à des changements importants qui touchent la société et le système éducatif, et qui influent directement sur la profession enseignante ainsi que sur la formation des enseignantes et enseignants. Pour ce qui est des changements survenant au niveau de l'école, citons simplement les éléments suivants: école enfantine ou cycle élémentaire pour tous, organisation de l'entrée à l'école, plans d'études harmonisés (par région linguistique), standards de formation, intensification de l'enseignement des langues.

Maîtriser ces défis, c'est ce que doit permettre la tertiärisation de la formation des enseignantes et enseignants, qui

se trouve actuellement en phase de consolidation. Cette formation se fait essentiellement en Suisse dans les hautes écoles pédagogiques. Les HEP sont des hautes écoles spécialisées qui entretiennent un lien particulier avec les cantons responsables,



**Isabelle Chassot, conseillère d'Etat (FR)
Présidente de la CDIP**

qui sont d'abord mandants avant d'être ensuite généralement aussi employeurs. C'est sous cet angle qu'il faut traiter la question de leur autonomie dans la définition des programmes dispensés et de leur développement.

| Assemblée plénière de la CDIP – mars 2008 | DÉCISIONS PRISES

Les 26 directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique ainsi qu'une délégation de la principauté du Liechtenstein se sont réunis le 13 mars en assemblée plénière à Berne. C'est sous cette forme que se réunit trois fois par an la CDIP, pour prendre ses décisions les plus importantes.

Outre divers éléments d'information (calendrier du concordat HarmoS, état des procédures de ratification; PISA; consultation LAHE; etc.), l'ordre du jour comportait notamment la première lecture du règlement de reconnaissance de la CDIP concernant l'éducation spécialisée (éducation précoce spécialisée et enseignement spécialisé). L'Assemblée a également procédé à des élections de remplacement au sein du Comité de la CDIP et a pris les décisions suivantes:

Déclaration commune de la CDIP et de la CDAS concernant les structures de jour extrafamiliales

La CDIP a adopté une déclaration sur les structures de jour extrafamiliales, élaborée avec la CDAS (Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales). La CDAS l'avait de son côté déjà approuvée le 7 décembre 2007 (décision du Comité de la CDAS). La CDIP et la CDAS y précisent ce qu'elles entendent par «structures de jour extrafamiliales» et définissent quelle conférence se charge en premier lieu des différentes questions qui nécessitent une collaboration intercantonale: pour les questions concernant les structures de jour destinées à la prime enfance (0-4 ans), c'est la CDAS, et lorsqu'il s'agit des structures de jour tout au long de la scolarité obligatoire, c'est la CDIP qui en est responsable. Pour ce qui est du domaine de la pédagogie spécialisée, la CDIP assume cette responsabilité de la naissance de l'enfant jusqu'à ses 20 ans. Enfin, c'est à la CDAS qu'il revient de gérer les questions nécessitant une collaboration avec la Confédération.

Plus d'informations: cf. article page 3

Déclaration CDIP-CDAS, voir: www.cdip.ch > Actuel > Nouveautés sur les pages de la CDIP

Réglementation régissant la reconnaissance des diplômes: écoles de maturité

L'Assemblée plénière de la CDIP a révisé le Règlement concernant la reconnaissance des diplômes d'enseignement pour les écoles de maturité. La version révisée prévoit, entre autres choses, que la CDIP peut définir des exigences minimales concernant les études scientifiques et la formation pratique dans certaines disciplines scolaires (par ex. langues étrangères, sport, musique, arts visuels). Cette disposition sera appliquée en cas de besoin particulier: les formations d'enseignantes et enseignants de sport doivent par exemple comporter une part de pratique suffisamment grande. Le règlement devait aussi être adapté en raison

d'une modification, déjà entrée en vigueur, du règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité (RRM de la Confédération et des cantons), selon laquelle les enseignantes et enseignants des écoles de maturité doivent acquérir leur qualification à l'université lorsqu'une filière adéquate y est proposée. Ainsi, seuls les enseignantes et enseignants pour la musique et les arts visuels peuvent étudier dans une haute école spécialisée.

Plus d'informations: Règlement révisé, voir: www.cdip.ch > Actuel > Nouveautés sur les pages de la CDIP

Masterplan Hautes écoles spécialisées

La CDIP a approuvé la version révisée du masterplan Hautes écoles spécialisées pour la phase de planification 2008-2011. Le masterplan a été présenté par le président du Conseil suisse des hautes écoles spécialisées, Rainer Huber (conseiller d'Etat, AG). Une révision s'est avérée nécessaire du fait que, dans le message FRI 2008-2011, la Confédération a accordé aux hautes écoles spécialisées 200 millions de francs de moins que ce qui était prévu dans le masterplan. Il a fallu réaliser des économies principalement en renonçant à certains projets de restructuration et – à quelques exceptions près – de coopération (-131 millions). L'extension de la recherche a aussi dû être revue à la baisse (-22 millions). (Réd.)



Isabelle Chassot (FR), présidente de la CDIP, et le secrétaire général de la CDIP Hans Ambühl, lors de l'Assemblée plénière du 13 mars 2008

Die Beschlüsse der EDK-Plenarversammlung vom 13. März 2008 in Stichworten

Verabschiedung einer gemeinsamen Erklärung EDK-SODK (Konferenz der kantonalen Sozialdirektoren) zu familienergänzenden Tagesstrukturen, Revision des Reglementes Lehrdiplome Maturitätsschulen, Verabschiedung des revidierten Masterplans Fachhochschulen für die Planungsperiode 2008-2011

| Familienergänzende Tagesstrukturen | WER HAT DIE FEDERFÜHRUNG BEI DER INTERKANTONALEN ZUSAMMENARBEIT?

Die kantonalen Sozialdirektorinnen und -direktoren sowie die kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren verständigen sich in einer gemeinsamen Erklärung darauf: was verstehen wir unter familienergänzenden Tagesstrukturen? Und wo liegt die Federführung (Soziales oder Bildung), wenn auf interkantonaler Ebene Fragen der familienergänzenden Betreuung behandelt werden. Der Text hat also vorab eine klärende Funktion, er enthält keine materiellen Beschlüsse in Sachen Tagesstrukturen.

Definition: Familienergänzende Tagesstrukturen

Familienergänzende Tagesstrukturen sind Betreuungsangebote für Kinder und Jugendliche ab Geburt bis zum Ende der obligatorischen Schule (im sonderpädagogischen Bereich bis 20 Jahre). Für Kinder im schulpflichtigen Alter umfassen sie die Zeit ausserhalb des Unterrichts: die Zeit vor Beginn des Unterrichts, während der Mittagspause, nach Ende des Unterrichts und während der Ferienzeit. Die Angebote sind bedarfsorientiert. Die Organisation erfolgt lokal, entsprechend den Gegebenheiten vor Ort.

Obhut: Tagesstrukturen garantieren die Obhut der Kinder durch angemessen qualifizierte erwachsene Personen. Kinder und Jugendliche erfahren eine ihrem Alter und Autonomiegrad entsprechende Betreuung und Förderung.

Nutzung: Die Nutzung dieser Betreuungsangebote liegt im Ermessen der Eltern. Sie haben sich an den Kosten im Rahmen ihrer wirtschaftlichen Möglichkeiten zu beteiligen. Das

DANS UNE DÉCLARATION COMMUNE, LA CDAS ET LA CDIP PRÉCISENT CE QU'ELLES ENTENDENT PAR «STRUCTURES DE JOUR EXTRA-FAMILIALES» ET DÉFINISSENT À QUELLE CONFÉRENCE IL REVIENT DE GÉRER LES QUESTIONS QUI NÉCESSITENT UNE COORDINATION À L'ÉCHELON INTERCANTONAL.

HarmoS-Konkordat der EDK vom 14. Juni 2007 (momentan in den kantonalen Ratifikationsverfahren) sieht für den Bereich der *obligatorischen Schule* vor, dass überall ein je bedarfsberechtigtes, in der Nutzung freiwilliges Angebot an Tagesstrukturen bestehen muss.

Anbieter: Familienergänzende Tagesstrukturen werden von der öffentlichen Hand, von privaten Institutionen oder von Privatpersonen organisiert. Für ihre Bewilligung und für die Qualitätssicherung sind die Kantone und Gemeinden zuständig. Unternehmen (Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber) tragen mit an deren Bereitstellung und Finanzierung.

Ausgangslage: Wer ist in den Kantonen heute zuständig für die Organisation der Tagesstrukturen?

Die EDK/SODK-Erklärung unterscheidet zwischen Tagesstrukturen vor dem Eintritt in die obligatorische Schulpflicht und während der obligatorischen Schulpflicht. Die Erklärung nimmt die im Rahmen des HarmoS-Konkordats der EDK vom 14. Juni 2007 vorgesehenen Entwicklungen

auf, wonach das Schulobligatorium auf elf Jahre ausgedehnt wird und zukünftig auch die heute teilweise fakultativ zu nutzende Vorschule (Kindergarten) im Umfang von zwei Jahren einschliesst. Die Erklärung unterscheidet entsprechend nach Tagesstrukturen im Frühbereich (0–4 Altersjahre) und Tagesstrukturen für Kinder und Jugendliche im schulpflichtigen Alter (neu: 5. Altersjahr bis 15. Altersjahr).

Heute gelten in den Kantonen bei der Organisation von Tagesstrukturen für diese beiden Segmente unterschiedliche Zuständigkeiten. Gemäss einer Umfrage von IDEs bei allen Kantonen präsentierte sich die Situation im November 2007 wie folgt:

- *Tagesstrukturen 0–4:* Zuständigkeit beim Sozialdepartement (13 Kantone), Erziehungsdepartement (6), Sozial- und Erziehungsdepartement zusammen (4)
- *Tagesstrukturen 5–15:* Zuständigkeit beim Erziehungsdepartement (11 Kantone), Sozial- und Erziehungsdepartement zusammen (7), Sozialdepartement (5)

In einigen Kantonen zeichnet sich eine Verschiebung der Zuständigkeiten hin zu den Erziehungsdepartementen ab.

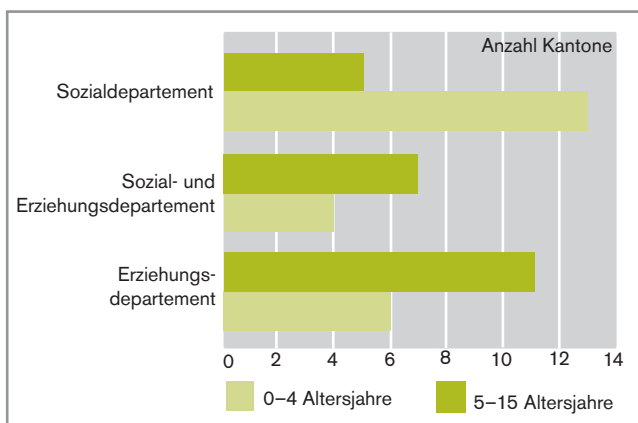
Spezialfälle: In drei Kantonen (NW, SH, TG) sowie im Fürstentum Liechtenstein sind noch weitere Departemente mitverantwortlich für Tagesstrukturen.

Federführung interkantonale Zusammenarbeit

Diese Ausgangslage wurde bei der Festlegung der Federführung bei der interkantonalen Zusammenarbeit berücksichtigt:



| Zuständigkeiten bei der Organisation Familienergänzender Tagesstrukturen, Stand November 2007 | (In verschiedenen Kantonen zeichnet sich eine Verschiebung Richtung Erziehungsdepartement ab.)



- Tagesstrukturen 0-4: Federführung bei der SODK
- Tagesstrukturen 5-15: Federführung bei der EDK (im sonderpädagogischen Bereich von Geburt bis 20 Jahre)

Zusammenarbeit mit dem Bund

Die Organisation von Tagesstrukturen ist in erster Linie eine Aufgabe von Sozial- und Familienpolitik. Die Kantone arbeiten in diesen Bereichen gemäss Art. 41 (Sozialziele) und Art. 116 (Familienzulagen und Mutterschaftsversicherung) mit

dem Bund zusammen. Sind Fragestellungen im Bezug auf Tagesstrukturen zusammen mit dem Bund zu bearbeiten, dann hat die SODK die Federführung. Sämtliche Fragen rund um das obligatorische Schulwesen sind davon ausgenommen: die Verantwortung hierfür liegt ausschliesslich bei den Kantonen. (Red.)

www.edk.ch > **Aktuell** > **Neu auf der Website**

| Formation professionnelle supérieure | MASTERPLAN EN PRÉPARATION

La formation professionnelle supérieure englobe les écoles supérieures spécialisées, les examens professionnels ainsi que les examens professionnels supérieurs. Elle est caractérisée par une palette d'offres diversifiée, proposée par différentes institutions responsables tant privées que publiques. Une partie de ces offres est cofinancée par les collectivités publiques; en 2005, les cantons ont ainsi versé 125 millions de francs et la Confédération, 27 millions de francs.

Changements dans le système de financement

Depuis le 1^{er} janvier 2008, la Confédération n'alloue plus aux cantons et aux institutions, dans le domaine de la formation professionnelle (y compris la formation professionnelle supérieure), des contributions calquées sur les coûts; dorénavant, elle octroie aux cantons des forfaits calculés sur la base du nombre de contrats d'apprentissage conclus au niveau de la formation professionnelle initiale. Les institutions ne reçoivent donc en principe plus de contributions directes de la Confédération.

L'engagement d'un canton dans le domaine de la formation professionnelle supérieure (qu'il propose beaucoup d'offres ou non) n'est pas pris en compte dans le calcul des forfaits versés par la Confédération. La compensation financière entre les cantons doit par conséquent être réalisée par le biais d'une convention intercantonale.

Un masterplan doit permettre de clarifier la situation

Pour pouvoir élaborer une telle convention, il faut d'abord savoir précisément quels sont les offres existantes et les flux financiers actuels. De plus, il s'agit de déterminer selon quels critères applicables à l'échelon national les offres de la formation professionnelle supérieure doivent être cofinancées par des fonds publics. Malheureusement, la Confédération n'a jusqu'à présent pas défini de tels critères concernant sa pratique en matière de subventionnement, et il manque aussi un aperçu global des offres et de leur financement. Le Comité de la CDIP a donc conclu qu'il fallait, avant toutes choses, élaborer avec la Confédération un masterplan Formation professionnelle supérieure qui devrait permettre de clarifier ces questions.

Le DFE (OFFT) et la CDIP ont commencé à préparer ce masterplan en juillet 2007. Des résultats intermédiaires sont attendus vers le milieu de l'année 2008. Il est prévu qu'un projet de convention sur la formation professionnelle supérieure soit mis en consultation au début de l'année 2009.

Que se passe-t-il dans l'intervalle?

Pour l'instant, le but est de poursuivre au moins le statu quo en matière de financement à l'échelle intercantonale. A cet égard, les cantons peuvent se référer à l'accord intercantonal du 27 août 1998 sur les écoles supérieures spécialisées. Si cet accord ne revêt pas de caractère contraignant – puisqu'il laisse aux cantons toute liberté au niveau des formations qu'ils proposent et des formations pour lesquelles ils versent des contributions – il crée néanmoins un procédé uniforme, notamment en ce qui concerne les tarifs et les questions de procédure. En outre, l'accord a été adapté de la façon suivante pour l'année de formation 2008/2009:

- l'annexe a été complétée en fonction des annonces faites par les cantons et comporte les offres de formation professionnelle supérieure qui n'y figuraient pas encore, avec notamment les cours de préparation aux examens professionnels et aux examens professionnels supérieurs;
- les contributions pour les formations dans les écoles supérieures spécialisées ont été revues à la hausse (compensation du manque occasionné par l'abandon du subventionnement direct de la Confédération).

Quant aux questions opérationnelles, les mesures suivantes ont été prises:

- la CSFP (Conférence suisse des offices de la formation professionnelle) développe des aides à l'exécution à l'intention des cantons;
- un service spécifique (OFFT – CDIP – organisations du monde du travail) s'occupe de clarifier les cas concrets qui posent problème.

Personne de contact: R. Galliker, chef de l'unité de coordination Secondaire II & formation professionnelle (galliker@edk.ch)

Finanzierung höhere Berufsbildung

Den originaldeutschen Text finden Sie unter www.ides.ch > IDES-Online-Dienste > Bulletins EDK und IDES > ÉDUCATION^{CH}. Ausgabe April 2008.

| Tertiärisierung der Lehrerinnen- und Lehrerbildung | EINE BILANZ ZUR BILANZTAGUNG

Der Anlass

Zwölf Jahre nach dem Erlass der EDK-Empfehlungen zur Lehrerbildung und zu den Pädagogischen Hochschulen fand am 10. und 11. Januar 2008 in Luzern die Tagung «Tertiärisierung der Lehrerinnen- und Lehrerbildung: Bilanz und Perspektiven» statt. Teilnehmende waren rund 100 Personen aus der Lehrerinnen- und Lehrerbildung (Kader Pädagogische Hochschulen, Verantwortliche aus den kantonalen Verwaltungen) zusammen mit ausländischen Experten aus Deutschland und Österreich. Sie gingen der Frage nach, ob und wie weit die mit der Tertiärisierung der Lehrerinnen- und Lehrerbildung verfolgten Ziele erreicht worden sind. Veranstalter der Tagung war die EDK zusammen mit der Schweizerischen Konferenz der Rektorinnen und Rektoren der Pädagogischen Hochschulen (COHEP).

Die Lehrerinnen- und Lehrerbildung hat in den letzten Jahren eine umfassende und tief greifende Entwicklung erfahren. Das Engagement der beteiligten Akteure war häufig an der Grenze des Möglichen. Wer hätte vor etwa zehn Jahren vorausgesehen, dass wir heute so weit sind? Darauf können wir stolz sein. Gleichzeitig muss die Entwicklung weiter gehen. Beschaulichen Stillstand wird und darf es nicht geben.

Die Bilanztagung zur Lehrerinnen- und Lehrerbildung war – so meine Meinung – ein Erfolg. Die erhoffte Standortbestimmung ist gelungen. Zukunftsperspektiven konnten aufgezeigt werden.

Erreichte Ziele

Viele der für die Pädagogischen Hochschulen gesetzten Entwicklungsziele können wir als erreicht betrachten. Hier die wichtigsten davon in Stichworten:

- Stark reduzierte Anzahl Standorte
- Konzentration der Ausbildung auf den Lehrberuf (früher musste im Doppelauftrag auch noch eine Maturität erreicht werden), damit Stärkung der Berufs- und Praxisausbildung
- Forschung & Entwicklung aufgebaut und etabliert, forschungsgestützte Lehre
- Schweizerische und internationale Anerkennung der Lehrdiplome und damit berufliche Mobilität der Lehrpersonen ermöglicht
- Bologna umgesetzt, Euro-Kompatibilität
- Hohe Qualität der Abschlüsse, sowohl der Lehrdiplome als auch der akademischen Abschlüsse (Bachelor und Master)
- Rektorenkonferenz COHEP mit Generalsekretariat etabliert
- (Zunehmende) Anerkennung der Pädagogischen Hochschulen in der Öffentlichkeit, bei Politik und Behörden

Künftige Entwicklungsschritte

Mittelfristiges Ziel der Pädagogischen Hochschulen ist ihre Akkreditierung innerhalb der Bestimmungen des geplanten Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetzes des Bundes (HFKG). Daraus ergeben sich für die nächsten Jahre folgende prioritären Entwicklungsschritte: Weiterqualifikation der Dozierenden und Forschenden, Weiterentwicklung des Hochschulstatus (Promotionsrecht), Profilierung der Forschung, Stärkung der Autonomie sowie Harmonisierung der Studiengänge, Unterrichtsbefähigungen und Lehrerkategorien.

Geplante Entwicklungsprojekte im Bildungsbereich (z.B. HarmoS, Fremdsprachenunterricht) sind bei der Weiterentwicklung der Lehrerinnen- und Lehrerbildung ebenso mitzudenken wie gesellschaftliche und demographische Veränderungen. Die Pädagogischen Hochschulen werden eine wichtige Rolle spielen bei der Unterstützung und Realisierung von HarmoS. Insgesamt ist an das Erarbeiten einer Langzeitstrategie zu denken: Wie entwickelt sich der Lehrberuf weiter? Wie hat sich folglich die Lehrerinnen- und Lehrerbildung weiterzuentwickeln?

Prof. Dr. Willi Stadelmann



Prof. Dr. Willi Stadelmann ist Direktor der Pädagogischen Hochschule Zentralschweiz und Präsident der COHEP

Mehr Informationen

Die Referate und die Ergebnisse der Arbeitsgruppe werden im Sommer 2008 in der EDK-Reihe «Studien + Berichte» publiziert.

Conférence bilan sur la formation des enseignantes et enseignants

Les résultats de la conférence «Tertiärisierung de la formation des enseignantes et enseignants: Bilan et perspectives» des 10 et 11 janvier 2008 seront publiés en été 2008 dans la série «Etudes + rapports» de la CDIP.

**In Kürze** | En bref**Fahrplan HarmoS-Bildungsstandards**

Der Vorstand der EDK hat den Fahrplan HarmoS-Bildungsstandards genehmigt. Das erste Paket: Vorschläge für Bildungsstandards in den Fachbereichen Mathematik und Fremdsprachen gehen von November 2008 bis im Frühjahr 2009 in eine Fach-Vernehmlassung. Die Vorschläge für die Standards kommen von wissenschaftlicher Seite; sie beruhen auf umfassenden wissenschaftlichen Arbeiten (Entwicklung von Kompetenzmodellen und -niveaus und deren Überprüfung in der Schulpraxis). Verabschiedet werden die Standards von der EDK. Gemäss jetzt vorliegendem Fahrplan sollte die EDK die Bildungsstandards für die ersten beiden Fächer im Juni 2009 festlegen können. Das zweite Paket: Vorschläge für Bildungsstandards in den Fachbereichen Schulsprache und Naturwissenschaften gehen von Ende Mai bis Ende Oktober 2009 in eine Fach-Vernehmlassung. Die Verabschiedung dieser Standards durch die EDK sollte im März 2010 stattfinden können.

Kontakt: maradan@edk.ch

Série complète pour les portfolios des langues

Cet été paraîtront le Portfolio européen des langues pour les enfants de 7 à 11 ans (PEL I) ainsi que le Portfolino pour les enfants de 4 à 7 ans. La série des portfolios suisses des langues pour l'école obligatoire sera ainsi complète: le PEL I ouvre la voie à l'utilisation du PEL II (12–15 ans) au degré secondaire I. Suit alors le PEL III (dès 15 ans). Le PEL contribue ainsi à une promotion cohérente de l'éducation plurilingue à tous les degrés scolaires. L'instrument qu'offrent les portfolios individuels – pour d'autres domaines disciplinaires également – est prévu à l'art. 9 du concordat HarmoS. Les portfolios suisses des langues sont élaborés sur mandat de la CDIP; ils sont validés par le Conseil de l'Europe et publiés par les éditions scolaires schulverlag blmv de Berne.

www.portfoliolangues.ch

Contact: egli@edk.ch

Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz

Die Vernehmlassung zum neuen Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) des Bundes ist abgeschlossen. Der Bund hat die Antworten auf die Vernehmlassung integral publiziert (vgl. Adresse). Das Staatssekretariat für Bildung und Forschung (SBF) und das Bundesamt für Berufsbildung und Technologie (BBT) arbeiten an der Auswertung und bereiten einen Bericht an den Bundesrat vor.

www.sbf.admin.ch > Themen > Universitäten > Projekt Hochschullandschaft Schweiz

| Laufende Vernehmlassungen |**| Consultations en cours |**

Interkantonale Vereinbarung zur Harmonisierung von Ausbildungsbeiträgen

Accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études

Accordo intercantonale sull'armonizzazione dei criteri per la concessione delle borse di studio
Vernehmlassung bis 31. Mai 2008.

www.edk.ch > Neuheiten > Vernehmlassungen

www.cdip.ch > Actuel > Consultations en cours

| Impressum |

ÉDUCATION^{CH} N° 12, April 2008, Auflage: 1500

Herausgeber

Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK)
Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)
Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione (CDPE)
Conferenza svizra dals directurs chantunals da l'educaziun publica (CDEP)

Redaktion

Bezugsadresse

Online-Ausgabe

Telefon/Fax

E-Mail

Internet

Gestaltungskonzept

Layout

Druck

Copyright

Generalsekretariat EDK (Gabriela Fuchs)

Generalsekretariat, Zähringerstr. 25, Postfach 5975, 3001 Bern

www.ides.ch > Online-Dienste > Bulletins EDK und IDES

+41 (0)31 309 51 11 | +41 (0)31 309 51 50

edk@edk.ch

www.edk.ch | www.cdip.ch | www.ides.ch

kong. funktion gestaltung, Biel-Bienne

IDES (Susanne Markees)

Ediprim AG, Biel-Bienne

EDK – CDIP – CDPE – CDEP Bern

